signé électroniquement le 08/02/2017
par BERNARD RIOUAL

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de Conseillers en exercice : 33	L'an deux mille dix-sept
Présents : 27	Le six février
Votants : 33	Le Conseil Municipal de la Commune de PLOUZANÉ dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de M. Bernard RIOUAL, Maire.
Procurations : 6	
Délibération rendue exécutoire le :	
Convocation du Conseil Municipal en date du : 30/01/2017	Conformément à l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales, tous les membres du Conseil Municipal en exercice sont présents, à l'exception de M. Laurent ABERNOT ayant donné procuration à M. Bernard RIOUAL, M. Michel ALBRECHT à M. Antoine BEUGNARD, Mme Martine BIZIEN à M. Robert THOMAS, M. Francis LE BIAN à M. Yves DU BUIT, Mme Myriam LE LEZ à M. Damien DESCHAMPS, Mme Roseline THOMAS à Mme Françoise GUENEUGUES.
Affichage en date du : 30/01/2017	
Publication de la présente en date du :	
Réception en préfecture :	
N° 2017-02-02	<u>Secrétaire de Séance</u> : Mme Karine APPERE.

Objet : Vote du budget primitif 2017.

Rapporteurs : M. Damien DESCHAMPS

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT.....10 740 000 €

Charges à caractère général (011) 1 482 000 €

Ce chapitre est proposé en augmentation de 0,96% par rapport au BP 2016.

Administration :

Le budget total du service sur ce chapitre est de **45 650 €**, en hausse de 30% par rapport au BP 2016, mais proche du réalisé final de l'année. Deux lignes expliquent l'écart important avec le BP 2016 : l'inscription de 10 500€ pour la mission de classement des archives, confiée au centre de gestion, qui doit s'achever en 2017 avec l'entrée dans le nouvel hôtel de ville ; et les annonces pour la publicité des marchés publics, qui avaient été sous-estimées au BP 2016 (3 500€ inscrits, 17 900€ réalisés) et qui donnent lieu à une prévision de 15 000€ en 2017 (marchés de produits d'entretien, de mobilier et d'une œuvre d'art pour l'Hôtel de ville, marché de travaux pour l'extension du gymnase du Bourg, etc)

Les autres dépenses du service sont : les cotisations aux organismes (COS, Emergence, AMF, ...), les honoraires payés pour les éventuels contentieux, la documentation (abonnements à des périodiques, achat d'ouvrages).

Accueil :

Ce service, qui gère les commandes de fournitures administratives, les mariages et les frais d'affranchissement notamment, bénéficie d'un budget de **35 900€**, en hausse de 6,5% par rapport au BP 2016 du fait de l'inscription de 6 000€ pour des reprises de concessions.

Entretien :

Le budget total de ce service est de **95 600 €**, réparti en 2 500 € pour les achats de vêtements de travail, 20 300 € pour les fournitures d'entretien, et 69 200 € pour les contrats de nettoyage du linge et de ménage dans les bâtiments.

Technique :

Le budget total du service sur ce chapitre est de **533 750 €**, en hausse de 2,1 % par rapport au Budget primitif 2016.

Cette hausse s'explique par l'inscription d'une nouvelle dépense au budget de ce service : la redevance d'autorisation d'occupation pour les mouillages du Dellec (9 000€), qui est ensuite reversée à la commune par l'association qui gère le port (recette au 70878).

Des économies conséquentes ont été réalisées sur les fluides en 2016, grâce à l'appel d'offres pour la fourniture de gaz et d'électricité : le budget « énergie » peut ainsi être maintenu à 217 K€, quand il atteignait 235 K€ en 2015. Quant à l'eau et l'assainissement, ils constituent un budget de 32 K€ pour la commune.

Les achats de matériel pour les travaux en régie sont maintenus à 6 500€.

Des achats de carburant sont prévus à hauteur de 13 K€, comme au BP 2016.

Les dépenses d'entretien représentent 25% du budget technique : Entretien des terrains 38 700 €, en forte hausse par rapport au BP 2016 du fait de la nécessité de réparer des jeux dans les cours d'écoles ; entretien des bâtiments et des réseaux 64 400 € ; entretien du matériel roulant et des appareils 16 200 €.

Des locations mobilières sont prévues à hauteur de 10 400 € (en baisse par rapport à 2016), qui correspondent à la location d'une nacelle pour certains travaux en hauteur ou d'autres matériels techniques, la location des bennes pour la gestion des déchets, et la location des décors de Noël.

Les contrats de prestations de services avec des entreprises (vérification des installations électriques et gaz, entretien des espaces verts par les Genêts d'Or, dératisation, gestion des déchets, analyses légionellose) et la maintenance (ascenseurs, portes automatiques, défibrillateurs et extincteurs, chaudières, équipements de la cuisine centrale) représentent 20% du budget des services techniques (110 250 €)

Des achats de vêtements de travail sont prévus à hauteur de 3 800€.

Enfin, le service prévoit un budget de 12 500€ pour l'achat de petites fournitures.

Finances et informatique

Le budget total du service sur ce chapitre est de **214 915 €**, stable par rapport au BP 2016. Outre les télécommunications, qui représentent un budget de 38 500 €, le service gère :

- Les télécommunications : 35 400€
- La maintenance et, pour certains, la location des copieurs et logiciels : 49 K€
- Les assurances : 21 300€
- La redevance pour les ordures ménagères : 30 300 €
- L'impôt foncier : 6 500€
- Le contrat pour la surveillance du patrimoine de la commune : 59 K€
- Le remboursement de frais à Brest Métropole pour l'utilisation du nouveau logiciel commun pour la médiathèque : 11,5 K€
- Les services bancaires et l'indemnité au comptable public : 3K€

Ressources Humaines

Le budget total du service sur ce chapitre s'élève à **24 200 €**, constitués du budget formation, déplacements des agents et réception du personnel communal.

ACMO

En petit équipement, le budget de l'ACMO sert à acheter du matériel pour la sécurité et le bien-être des agents au travail. Son budget sera de **1 900 €**, identique à 2016.

Relais parents-assistantes maternelles

Le RAM diminue son budget de 1%, à **8 600 €**. Ce budget sert à organiser formations, ateliers et conférences à destination des assistantes maternelles et ateliers d'éveil à destination des tout-petits.

Animation

Le budget total du service sur ce chapitre est de **91 700 €**, en baisse de 1% par rapport à 2016, dont 86 000 € pour les spectacles de la saison culturelle (6232), 1 500 € pour la cérémonie des vœux à la population, 2 300 € de versement de droits à la SACEM.

Jeunesse

Le budget total du service sur ce chapitre est de **26 000 €**, en baisse de 1% par rapport au BP 2016. Ce service gère le budget des garderies périscolaires (5 900€), les animations TAP (5 900€), le budget de l'espace jeunes (12 700€), et les animations jeunesse (2 000€).

Médiathèque

Le budget de ce service est en baisse, à **37 370 €**. Le budget pour l'acquisition d'ouvrages est en effet proposé à 33 500 €, contre 37 000 € en 2016.

Ecole de musique

Le budget global sera de **5 630 €**, en baisse de 1% par rapport à 2016, pour l'achat de partitions (1 380€), l'entretien des instruments (1 000€), les cotisations (1 500€) et des petites dépenses diverses.

Communication

Le budget de ce service de **58 820 €**, en hausse par rapport à 2016. Cette augmentation s'explique par l'inscription d'un montant pour l'inauguration du nouvel Hôtel de Ville. Outre cette dépense exceptionnelle, le budget est stable.

Il comprend :

- La maintenance du site Internet et des panneaux d'information lumineux pour 6 K€
- L'impression, la mise sous pli et la distribution des supports de communication pour 39K€
- Des petits achats ponctuels liés à la communication pour 2 200€

Scolaire

Le budget total du service sur ce chapitre est de **269 120 €**, stable par rapport à 2016. Ce budget comprend :

- les dépenses d'alimentation pour la restauration et la garderie périscolaires (195 000 €)
- l'entretien et le petit équipement des cuisines et garderies périscolaires (14 900 €)
- les vêtements de travail pour les cuisiniers (2 500€)
- les dotations pédagogiques aux écoles publiques ont été estimées à 47 500 € mais seront ajustées en fonction des effectifs au 1^{er} janvier 2017. A noter que le groupe de Coat Edern se voit attribuer un montant complémentaire de 1 000€, correspondant à la subvention (réserve parlementaire) perçue par la commune pour la création d'une ludothèque.

Social

Le budget total du service sur ce chapitre est de **11 275€**, permettant l'organisation des Tréteaux Chantants et les engagements conventionnels avec le Pact HD 29 et avec le Département pour le Fonds de Solidarité pour le Logement.

Sport

Le service prévoit d'acheter des trophées et médailles à hauteur de 930€ en 2017.

Urbanisme

Le service réduit son budget de 1% pour atteindre **5 735€**. Ce montant permet de régler les éventuels honoraires aux notaires et géomètres, les frais d'annonces et ceux liés aux analyses des eaux de baignades.

Dépenses de personnel et frais assimilés (012)

4 837 000 €

L'évolution prévue sur le chapitre est de + 2,65% par rapport au BP 2016, et + 100 000€ par rapport au réalisé 2016.

Ce chapitre sera impacté par :

- les évolutions législatives et réglementaires :
 - augmentation du SMIC (+ 0,9%) au 1^{er} janvier et donc des salaires les plus bas des grilles de la fonction publique,
 - augmentation des cotisations retraite,
 - la mesure gouvernementale « Parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR), qui comporte :
 - une augmentation de la valeur du point d'indice (+0,6% au 1^{er} février, après une première augmentation équivalente au 1^{er} juillet 2016),
 - la révision des grilles de tous les agents de catégorie A et C, avec des revalorisations indiciaires pour certains et des modifications des délais pour les avancements,
 - un transfert primes-points pour les agents de catégorie A et C
 - (ces deux dernières mesures ont déjà été appliquées aux agents de catégorie B en 2016)
- le GVT (Glissement – vieillesse – technicité : avancements de grade, d'échelons, etc) ;
- la prise en compte en année pleine de la promotion du directeur de l'urbanisme ;
- le remplacement du Directeur des Services techniques, qui partira en retraite en juin.

Atténuations de produits (014)

1 157 600 €

Il s'agit du versement de la commune à Brest métropole de l'attribution de compensation liée aux transferts de compétences. Son montant est constant.

Autres charges de gestion courante (65)

1 215 000 €

Ce chapitre enregistre une hausse de 1,9% par rapport au BP 2016, après avoir fortement baissé l'an dernier.

Les deux lignes qui entraînent cette hausse sont :

Subventions aux associations (6574) : La répartition de ce budget sera définie lors de l'attribution des subventions, au printemps. L'enveloppe proposée est de **658 150 €**, incluant les versements au délégataire de la crèche, estimés en hausse du fait de la signature d'une nouvelle convention de délégation.

Redevances pour licences, logiciels (651) : **7 835 €** pour l'hébergement des logiciels web. Cette ligne est en forte augmentation du fait de l'acquisition en hébergement du nouveau logiciel RH et du portail familles. Les autres logiciels hébergés sont conservés : i-parapheur, e-convocations, i-muse pour l'école de musique, Saïga pour le RPAM.

Les autres lignes sont stables :

Subventions aux écoles (65737) : projets d'école, arbre de Noël, collèges etc., et forfait écoles (6558) : les montants dépendent des effectifs au 1^{er} janvier. Le montant inscrit à ce jour est de **256 365 €**.

Subventions aux établissements publics : **116 500 €** pour le CCAS (657362), en baisse par rapport au versement 2016. Le CCAS a en effet dégagé un excédent en 2016 qui lui permet de réduire la demande de subvention de la ville.

Subventions au département (65733) : un montant de **6 650 €** est inscrit pour la participation à l'enseignement de la langue bretonne dans les écoles de la commune.

Indemnités aux élus (653*) : **162 600 €**, incluant l'augmentation de la valeur du point d'indice au 1^{er} février.

Contributions aux organismes de regroupement (65548) : **4 200 €** sont budgétés pour la participation de la commune au syndicat du vélodrome et au syndicat mixte du Bas-Léon.

Pertes sur créances irrécouvrables (6541) : une enveloppe de **2 700 €** est prévue afin d'annuler des titres émis par erreur ou qui ne pourront jamais être recouverts.

Charges financières (66)

116 000 €

Les frais financiers continuent de baisser (-17%) en raison de l'extinction de quatre emprunts en début d'année 2016 et deux en fin d'année 2015, qui présentaient des taux d'intérêts élevés (entre 4 et 6%). Les intérêts d'un éventuel emprunt à contracter en 2017 n'ont pas été inclus.

Charges exceptionnelles (67)

130 000 €

129 000€ sont prévus sur la ligne « titres annulés » (673) pour annuler le titre émis à l'encontre de l'ancien Trésorier suite au contrôle de la Chambre régionale des comptes en 2012. En effet, une remise gracieuse lui a été accordée. Une provision avait été constituée par délibération de juin 2015, la dépense est donc équilibrée par une recette au compte 7817.

1 000€ sont également budgétés en cas de difficulté pour recouvrer des titres.

Dotations aux provisions (68)

6 000 €

La commune est actuellement en contentieux avec un agent au sujet d'un refus de reconnaissance d'imputabilité au service de sa maladie. Il convient de provisionner le montant que la collectivité est susceptible de lui verser en cas de condamnation. Le montant est estimé à 18 000 €, qui sont provisionnés sur 3 exercices. **6 000 €** ont déjà été provisionnés en 2015 et 2016 ; le même montant est inscrit au présent budget.

Opérations d'ordre entre sections (042)

262 100 €

Ce sont les amortissements des biens acquis par la collectivité.

Virement à la section d'investissement (023)

1 534 300 €

Il s'agit de l'excédent dégagé de la section de fonctionnement pour financer l'investissement.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT..... 10 740 000 €

Produits des services, du domaine et ventes diverses (70) 665 000 €

Les remboursements du budget CCAS (70841) concernant les frais et salaires des agents payés sur le budget de la ville et mis à disposition de cet établissement sont maintenus à la somme de **62 K€**.

Redevances des services périscolaires (7067) : au vu du réalisé 2016, les recettes sont estimées avec une forte hausse, avec une inscription à hauteur de **450 K€**.

Les produits des services culturels (7062) – école de musique, ateliers théâtre, médiathèques – sont eux aussi estimés en hausse par rapport à 2016 : **120 500 €**, tout comme les recettes liées à l’espace jeunes et aux cours de hip-hop (70632), dont l’inscription est portée de 4 à **6 K€**

L’inscription pour les concessions dans les cimetières (70311) est de **7 400 €**, et les locations de salles sont inscrites, comme chaque année, à hauteur de **10 000€**.

Impôts et taxes (chapitre 73) 6 839 300 €

Fiscalité directe : les recettes fiscales des impôts ménage sont prévues à 6,159 M€

La Loi de Finances Initiale a validé une revalorisation des valeurs locatives de 0,4% pour 2017.

A Plouzané, pour 2017, il est envisagé une évolution physique des bases de +1% sur la Taxe d’habitation comme sur la taxe sur le foncier bâti. Avec la restriction à certains cas particuliers de l’exonération de 2 ans pour les constructions neuves, votée et applicable cette année, les bases des deux taxes évolueront en effet dorénavant de manière concomitante.

Le produit attendu avec ces évolutions est de 6 070 000€.

Cependant, au vu des dépenses prévues au BP 2017, de la déconvenue subie en 2016 au niveau du produit fiscal, de la très forte baisse programmée pour les dotations d’Etat dans les années à venir, ainsi que de la nécessité de prévoir une situation financière saine à moyen terme, un produit de 6,159 M€ pour cette année apparaît justifié. Aussi, il est proposé de relever les taux d’imposition de Taxe d’habitation et de Taxe sur le foncier bâti de 1,5% :

	TH	TFB	TFNB	total
bases BP 2016 avec variation nominale 0,4%	12 176 654	10 900 690	171 936	
bases avec variation physique TH et TFB	12 297 935	11 009 263	171 000	
Taux + 1,5%	25,16%	27,05%	51,01%	
produit prévisionnel	3 094 160 €	2 978 006 €	87 329 €	6 159 393 €

Fiscalité indirecte : les autres recettes fiscales sont prévus à 247 K€

Droits de place (7336):

Il s’agit de la perception, par régie municipale, des droits pour participation au marché hebdomadaire et des autres droits d’utilisation du domaine public. Leur montant est marginal : 2 K€

Taxe locale sur la publicité extérieure (7368):

29 000 € de produits sont attendus pour 2017.

Droits de mutation (7381):

Les recettes supérieures de 2015 (273K€) comme celles de 2016 (262K€) ont été très supérieures à l'inscription annuelle de 220 K€. C'est pourquoi il est proposé, pour 2017, d'inscrire **265 K€**.

Taxe forfaitaire sur les cessions de terrains devenus constructibles (7388):

Cette taxe instituée fin 2010 a rapporté 68 K€ en 2011 et quelques milliers d'euros seulement sur les exercices suivants, puis à nouveau 54K€ en 2015 et 34K€ en 2016. Il est proposé d'inscrire de **20 000€**.

Dotations de solidarité communautaire (73212):

La DSC versée par Brest Métropole à ses communes membres repose sur la croissance du produit des impôts économiques de la métropole. Il convient d'y ajouter la part de la taxe sur la consommation finale d'électricité, reversée pour partie à la commune, qui atteint à Plouzané 199K€. Il est proposé d'inscrire, pour 2017, un montant de 201 K€.

Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (73223):

Cette recette versée par la métropole dans le cadre de la péréquation horizontale est en augmentation constante depuis sa création, en 2012. Sa mise en place était prévue de manière progressive jusqu'en 2016. Aussi, il est proposé d'inscrire pour 2017 le montant de FPIC perçu en 2016, soit 163 K€ .

Dotations, subventions et participations (74)

2 857 000 €

Les concours financiers de l'Etat aux collectivités, gelés entre 2011 et 2013, ont ensuite baissé de 1,5 milliards d'euros en 2014 et de 3,7 milliards en 2015 puis en 2016. Cette baisse pèse intégralement sur la DGF. Pour 2017, un allègement de la baisse a été annoncé : -2,36 milliards au lieu des 3,7 milliards prévus initialement. Par ailleurs, la réforme de la DGF du bloc communal, déjà repoussée à 2017, est maintenant reportée à une date indéterminée.

A Plouzané, les baisses des dotations ont été de -2,6% en 2014, -6,7% en 2015, et -7,3% en 2016, alors même que la population augmentait sur la même période. Il est prévu, pour 2017, une baisse de 14%.

DGF :

A Plouzané, la baisse a représenté 78 K€ en 2014, 192 K€ en 2015 et 197 K€ en 2016. La diminution attendue en 2017 est estimée à 172 K€, malgré une nouvelle augmentation de la population de la commune, qui passe de 12 427 à 12 485 habitants (population totale INSEE). La recette globale apportée par les trois composantes de la DGF (Dotation forfaitaire, DSU et dotation nationale de péréquation) est donc estimée à 2 319 K€.

Compensations d'exonérations (7483):*

L'Etat verse aux collectivités des compensations financières pour les exonérations qu'il impose par la loi sur les impôts directs. En 2015, ces compensations ont représenté 247 K€, et seulement 189 K€ en 2016. Lors de l'élaboration du Projet de loi de Finances pour 2017, les compensations ont été explicitement désignées comme les variables d'ajustement qui permettaient de neutraliser certaines hausses de recettes attribuées par l'Etat. Au final, l'enveloppe des compensations d'exonérations a été diminuée de 200 M€ afin de contrebalancer la hausse des dotations de péréquation. Il est donc proposé d'envisager une nouvelle baisse pour Plouzané et d'inscrire un montant de **149 K€** au BP 2017.

Autres participations de l'Etat

L'Etat verse également à la commune quelques participations, pour l'organisation du recensement et des élections notamment, et en remboursement partiel des contrats aidés (contrat d'avenir et CUI-CAE). **82 K€** sont attendus dans ce cadre, auxquels sont prévus d'ajouter **35 K€** de fonds pour la réforme des rythmes scolaires, qui a été pérennisé.

Autres organismes :

Outre les participations du département (7473 : culture, RPAM, Ecole de musique) qui se maintiennent autour de **11 K€**, et la participation des autres communes pour la scolarisation d'enfants à Plouzané (**3 K€**), ce chapitre comprend également les participations du Contrat Enfance Jeunesse avec la Caisse d'Allocations Familiales. Pour 2017, la participation de la CAF attendue est de **258 K€**.

Au total, le chapitre 74 s'inscrit donc au BP 2016 en baisse de 14% par rapport au BP 2016.

Autres produits de gestion courante (75) 108 000 €

Ce chapitre retrace les produits perçus par la commune pour les immeubles qu'elle loue (notamment au gestionnaire de la crèche) et pour l'occupation de ses gymnases par les collégiens. L'inscription est en hausse de 9% par rapport au BP 2016 du fait de la mise en location par BMH d'un logement de l'espace Eric Tabarly.

Reprises sur amortissements et provisions (78) 129 000 €

Ce chapitre correspond à la reprise de provisions constituées antérieurement. En 2017, il s'agira de reprendre la provision constituée en juin 2015 pour anticiper la remise gracieuse à l'ancien Trésorier du titre émis à son encontre à l'occasion de sa mise en débet, suite au jugement de la Cour des Comptes en 2012.

Atténuations de charges (013) 60 000 €

Ce chapitre enregistre les remboursements sur salaires (6419) et sur charges sociales, de la part de la CPAM pour les agents non titulaires ou de l'assurance statutaire pour les fonctionnaires.

Opérations d'ordre entre sections (042) 81 700 €

Il s'agit des travaux en régie : des achats sont faits en section de fonctionnement au cours de l'année par les services techniques pour réaliser des travaux qui créent de la valeur patrimoniale. Aussi, une opération « d'ordre » permet de re-comptabiliser ces travaux en investissement, en enregistrant une recette d'ordre en fonctionnement au chapitre 042 et une dépense d'ordre en investissement. Ces opérations sont en baisse du fait de la réduction du personnel du Centre technique et des projets importants menés par des entreprises dont la mairie assure le suivi (Hôtel de ville, gymnase de Kroas Saliou, CTM...).

Une recette d'ordre est également prévue pour comptabiliser l'amortissement des assurances dommage-ouvrage contractées pour plusieurs opérations coûteuses : la Batterie, le nouvel Hôtel de ville, le gymnase de Kroas Saliou.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT 4 796 900 €

Emprunts et dettes assimilées (16)

665 000 €

Il s'agit du montant de capital d'emprunt à rembourser, hors emprunt à contracter en 2017.

Immobilisations incorporelles (20)

211 700€

179 K€ sont prévus pour des études et de la maîtrise d'œuvre, dont 120 K€ pour le réaménagement de la cuisine centrale. Une assistance à maîtrise d'ouvrage pour les équipements sportifs est également prévue, ainsi qu'une étude d'accessibilité pour divers bâtiments communaux et une étude de sol pour les douves du Dellec.

32 700€ sont inscrits à l'article des acquisitions logicielles et des prestations intellectuelles (portail famille Ciril, logiciel de gestion du courrier et charte graphique notamment).

Subventions d'Équipement versées (204)

18 890 €

Groupements à fiscalité Propre de rattachement (204151):*

Comme depuis plusieurs années, un versement de **16 600 €** à Brest métropole est prévu au titre de la participation de la commune à la création de logements sociaux. Ce versement est volontaire, puisque la collectivité n'est pas redevable de la pénalité SRU.

L'autre somme, de **2 290€**, correspond au versement, à Brest métropole également, pour l'acquisition du nouveau logiciel de la médiathèque. Il devrait s'agir du dernier versement pour cette acquisition.

Immobilisations corporelles (21)

1 158 500 €

Acquisitions de terrains (2111) : 323 K€

La commune prévoit de se porter acquéreur de plusieurs terrains pour des aménagements de parking, ou pour réaliser un nouveau lotissement communal.

Plantations d'arbres (2121) : 500 €

Autres aménagements de terrains (2128) : 77 K€

L'aménagement du terrain acquis à Keramazé en vue de l'utiliser comme parking est prévu pour 50 K€.

Par ailleurs, comme chaque année, des travaux de gros entretien des terrains sportifs sont prévus (19 K€, y compris le rechargement en granulats « SBR » du terrain synthétique) ainsi que de l'élagage (8 K€).

Constructions sur bâtiments scolaires (21312) : 86 K€

10 K€ sont prévus pour des travaux liés au plan de mise en sécurité des écoles contre les intrusions.

Au groupe scolaire du Bourg, 25 500€ sont prévus, notamment pour des aménagements extérieurs et la peinture du mur de la cour maternelle.

A Coat Edern, 8 500€ sont inscrits, notamment pour l'aménagement de l'extension de la salle de motricité.

A Kroas Saliou, trois chantiers sont prévus pour un total de 26 000€ : la réfection des sanitaires filles, le remplacement de 5 skydomes et le remplacement d'un caniveau.

Concernant le groupe scolaire Anita Conti, 16 000€ seront répartis pour la réfection de la salle de motricité du rez-de-chaussée, l'installation d'une nouvelle porte de secours, le remplacement du sol souple sous la structure de jeux et le remplacement d'une rambarde en bois dans la cour.

Equipements du cimetière (21316) : 20 K€

Ce montant servira à la création de colombariums.

Constructions sur autres bâtiments publics (21318) : 101 100 €

Des travaux sont prévus à la chapelle (remplacement de fenêtres), au centre social du Bourg (peinture), à l'espace jeunes (remplacement du revêtement de sol), au fort du Dellec (éclairage) à l'espace Tabarly (éclairage et bardage en toiture), dans les locaux de l'ancienne école de la Trinité (aménagement d'un local), au gymnase de Kerallan (réfection des sols), à la salle de Trémaïdic (ravalement et peinture), et dans les vestiaires de Trémaïdic (faïences).

Branchements informatiques (21533) : 57 K€

7 K€ sont inscrits pour créer des branchements informatiques dans les écoles, permettant notamment l'utilisation des vidéoprojecteurs interactifs.

50 K€ sont prévus pour la vidéoprotection du nouvel Hôtel de ville et du skate-park.

Installations, matériel et outillage technique (2158) : 46 K€

Il s'agit ici de l'acquisition d'extincteurs, d'outillage pour le CTM et le service Espaces verts dans le cadre de l'interdiction des produits phytosanitaires, et de chaînes pour le port du Dellec.

Installations générales, agencements et aménagements (2181) : 10 K€

Une petite partie des crédits de paiement de l'autorisation de programme pour la construction de l'hôtel de ville seront affectés sur cette ligne pour la mise en place de la signalétique interne.

Véhicules (2182) : 46 100 €

L'acquisition d'une nouvelle tondeuse est prévue au budget 2017.

Matériel de bureau et matériel informatique (2183) : 42 K€

Comme chaque année, un montant global de 42K€ est prévu pour l'équipement informatique des services municipaux et des groupes scolaires.

Mobilier (2184) : 278 550 €

La mission « mobilier » pour le futur Hôtel de ville a été partiellement menée en 2016 avec la rédaction du cahier des charges. Les acquisitions sont à présent à prévoir sur 2017, avec un budget de 244 K€.

Les autres acquisitions de mobilier programmées concernent les groupes scolaires (classes et accueils périscolaires), l'espace intergénérationnel, le foyer laïque, la médiathèque et l'espace jeunes.

Matériel divers (2188) : 71 250 €

Les achats les plus conséquents prévus au budget 2017 concernent la création d'un abri complémentaire sur la piste de Kerallan, la mise en place de projecteurs supplémentaires à Trémaïdic pour le terrain synthétique, l'achat d'un nouveau bain-marie à la cuisine centrale pour remplacer l'ancien et d'une armoire réfrigérée pour la cuisine satellite du Bourg, et le remplacement d'un jeu de cour à Kroas Saliou. Ces chantiers représentent 38 K€.

Les autres dépenses prévues, de faibles montants, concernent notamment du matériel sportif (modules pour le skate park, filets et pare-ballons...), l'acquisition de ruches, d'instruments de musique destinés au prêt, de matériel de ménage et de petit matériel pour améliorer les conditions de travail de certains agents (bouchons d'oreille, téléphone portable pour travailleur isolé).

Immobilisations en cours (23)

2 635 110 €

Ce chapitre ne concerne plus que les opérations pluriannuelles :

- Construction de l'hôtel de ville : **1 067 084 €**, soit les crédits prévus pour 2017 dans la délibération du 8 février 2016, augmentés des crédits non consommés sur 2016, comme le prévoit cette même délibération.
- Restructuration du gymnase de Kroas Saliou : **1 338 026 €**, conformément à l'AP/CP votée par le conseil municipal en décembre 2014.
- Extension du gymnase du Bourg : **180 K€**
- Agrandissement de la maison du foot : **50 K€**, déjà inscrits en 2016 mais qui n'ont donné lieu qu'à la conclusion du contrat de maîtrise d'œuvre, pour 3 K€.

Opérations d'ordre entre sections (040)

81 700€

Il s'agit des travaux en régie et des opérations d'amortissement des recettes liées à l'acquisition mutualisée d'un décompacteur. Voir le chapitre 042 en recettes de fonctionnement.

Opérations patrimoniales (041)

26 000€

RECETTES D'INVESTISSEMENT 4 796 900 €

Dotations, fonds divers et réserves (10) 345 000 €

FCTVA

Il s'agit de la compensation forfaitaire des dépenses d'équipement soumises à TVA, au taux de 16,404%. Le montant de FCTVA est estimé à **335 K€**, en forte augmentation du fait des dépenses importantes d'investissement en 2016, notamment pour la construction de l'hôtel de ville.

Taxe d'aménagement et versement pour sous-densité (10226) :

Cette taxe est perçue par Brest Métropole, qui reverse 10% à la commune sur laquelle a eu lieu la délivrance du permis de construire. En 2016, la commune a perçu les reversements des exercices 2013 à 2015, pour 30K€. Il est donc proposé d'inscrire une prévision de **10 K€** pour le reversement de l'exercice 2016.

Subventions d'investissement reçues (13) 914 600 €

En 2017, il s'agira, pour 3 600€, de la participation des communes de Guilers et Le Relecq-Kerhuon à l'acquisition commune du décompacteur pour l'entretien des terrains synthétiques.

Des subventions ont également été annoncées :

- ✓ 900 000€ du Conseil départemental pour le gymnase de Kroas Saliou
- ✓ 11 000€ pour l'extension du gymnase du Bourg et la création d'une ludothèque pour le groupe scolaire de Coat Edern. Ces subventions émanent de la réserve parlementaire du député de la circonscription, M. Jean-Luc Bleunven, et ont été attribuées suite à un appel à projets, géré par un jury constitué pour l'occasion.

Emprunts et dettes assimilées (16) 1 714 900 €

Ce montant est inscrit afin d'équilibrer le BP. Cependant, lors de la reprise du résultat 2016, au moment du vote du compte administratif 2016, le montant d'emprunt à contracter sera fortement minoré grâce aux excédents cumulés pour anticiper les travaux de l'hôtel de ville et du gymnase.

Virement de la section de fonctionnement (021) 1 534 300 €

Ce montant se retrouve en dépenses de fonctionnement.

Opérations d'ordre entre sections (040) 262 100 €

Il s'agit des amortissements des biens acquis par la collectivité.

Opérations patrimoniales (041) 26 000€

Ce chapitre enregistre les opérations de transfert des frais d'études vers le chapitre des immobilisations corporelles, pour les études qui donnent lieu à des travaux.

VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET PRIMITIF 2017

DEPENSES REELLES			DEPENSES D'ORDRE			RECETTES REELLES		
FONCTIONNEMENT								
011	charges à caractère général	1 482 000	042	opérations d'ordre	262 100	013	atténuations de charges	6 000
012	dépenses de personnel	4 837 000	023	virement à la section d'investissement	1 534 300	70	produits des services et du domaine	60 000
014	atténuations de produits	1 157 600				73	impôts et taxes	6 800
65	autres charges de gestion courante	1 215 000				74	dotations, subventions, participations	2 800
66	charges financières	116 000				75	autres produits de gestion courante	10 000
67	charges exceptionnelles	130 000				78	Reprise sur provisions	12 000
68	dotations aux provisions	6 000						
total dépenses réelles de fonctionnement		8 943 600	total dépenses d'ordre de fonctionnement		1 796 400	total recettes réelles de fonctionnement		10 600
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					10 740 000	TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		
INVESTISSEMENT								
16	remboursement d'emprunts	665 000	040	opérations d'ordre	81 700	10	dotations, fonds divers	34 000
20	immobilisations incorporelles	211 700	041	opérations patrimoniales	26 000	13	Subventions d'équipement	91 000
204	subventions d'équipement versées	18 890				16	emprunt	1 700
21	immobilisations corporelles	1 158 500						
23	travaux en cours	2 635 110						
total dépenses réelles d'investissement		4 689 200	total dépenses d'ordre d'investissement		107 700	total recettes réelles d'investissement		2 900
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT					4 796 900	TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		

Le Conseil Municipal est invité à approuver le budget primitif du Budget Principal de la commune pour l'exercice 2017, arrêté en dépenses et en recettes :

- En opérations réelles, à la somme de 13 632 800 €
- En opérations d'ordre, à la somme de 1 904 100 €

Le budget primitif 2017 du Budget Principal de la commune est arrêté en mouvements budgétaires de la manière suivante :

- En section de fonctionnement, à la somme de 10 740 000 €
- En section d'investissement, à la somme de 4 796 900 €.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité (8 contre soit le groupe « Plouzané demain », 25 voix pour) :

➤ **APPROUVE** le budget primitif 2017.

Pour extrait conforme,
Plouzané, le 7 février 2017

Bernard RIOUAL

Maire de PLOUZANE